

**Janvier 2012 : BIRMANIE, PAKISTAN, TAÏWAN, AFGHANISTAN, CORÉE(S) ;
l'ASIE sur les chapeaux de roue**

L'année du Dragon a débuté sur des bases élevées, sur un rythme enlevé, dans l'effervescente et diverse Asie. Dès les premiers jours de 2012, sud-est asiatique, sous-continent indien, Asie orientale, les événements, les hommes, n'ont épargné aucun sous-ensemble géographique, sollicité diversement les capitales et leurs acteurs, confirmé à la fois des tendances encourageantes (Birmanie, Taïwan) et de plus inquiétantes (Pakistan), ajouté des inconnues et de l'incertitude à quelques équations déjà complexes (Corée du nord ; Afghanistan). Dans les mois à venir, le calme, la concorde, la détente ou l'ennui n'auront visiblement pas cours de Kaboul à Pyongyang, d'Islamabad à Taipei, de Séoul à l'énigmatique Naypyidaw, la capitale (très visitée dernièrement) de la «nouvelle» et insolite Birmanie post-junte. L'occasion ici de revenir brièvement sur cette entame 2012 d'une rare densité, mêlant encouragements et inquiétudes.

□ BIRMANIE : une tournure qui se confirme ; un chapitre en train de s'écrire. Nonobstant les réserves d'usage s'imposant dès lors que l'on considère, froidement, le passé et le *curriculum vitae* (militaire) des hommes (aujourd'hui civils) en charge de la Birmanie «post-junte» (officiellement depuis mars 2011), et tout en ayant à l'esprit l'ensemble des chantiers, des dossiers délicats restant à entreprendre, les contentieux et les carences à solder, force est de s'étonner sur l'évolution « à peine croyable » - que personne n'avait été en mesure de détecter à ce point, d'anticiper un an plus tôt -, de la scène interne birmane. Les derniers mois de 2011 avaient fourmillé d'événements insolites et historiques (cf. visite de la Secrétaire d'Etat américaine H. Clinton fin novembre-début décembre ; décision du gouvernement de cesser le combat face à certains groupes ethniques armés), de portée tout sauf anecdotique. Les premières semaines de 2012 ne remettent pour l'heure guère en cause cette tournure favorable, extraordinaire au sens premier du terme : la 1^{ère} visite d'un ministre britannique des Affaires étrangères depuis un demi-siècle (6 janvier), l'allègement par une nation occidentale (Australie) de certaines sanctions visant le régime, la signature d'un cessez-le-feu avec la guérilla karen, une nouvelle libération de prisonniers politiques (dont des figures emblématiques de l'opposition à la junte ; 13 janvier), la visite à Yangon et Naypyidaw du chef de la diplomatie française (14-15 janvier), enfin, l'annonce que *La Dame*, Aung San Suu Kyi, et son parti la Ligue Nationale pour la Démocratie (LND) participeront le 1^{er} avril - ce sera là toute première fois de sa vie pour *La Dame* ! - aux élections législatives (partielles), autant d'événements bienvenus, de signaux positifs internes et extérieurs se cumulant pour augurer, confirmer une inflexion déjà probablement décisive dans l'évolution de ce pays si longtemps tourmenté. Enfin.

□ PAKISTAN : de mal en pis ; jusqu'où ? Autre son de cloche, autre humeur, autre constat, plus grave, plus préoccupant 3000 km vers le nord-ouest. A Islamabad, sur fond de détérioration sans fin et multi-dimensionnelle (politique, sécuritaire, inter-confessionnelle, économique, etc.) de la scène intérieure, la crise est profonde, grave, des plus préoccupantes pour le citoyen pakistanais et pour la stabilité régionale ; mais parvient encore à empirer. Une performance en soi dont on se passerait volontiers, dans un tel décor de chaos porteur de dangers divers et d'incertitudes. Crispés depuis des années - en fait depuis la prise de fonction de l'administration civile actuelle, en 2008 -, plus compliqués encore depuis le printemps 2011 et la neutralisation définitive d'O.B. Laden par un commando américain sur le sol pakistanais (au nez et à la barbe des militaires du cru, blessés dans leur fierté et leur autorité), les rapports entre l'exécutif et la toute puissante hiérarchie militaire se sont terriblement dégradés, sous les coups de boutoir échangés ces dernières semaines par les principaux protagonistes. Au point que la perspective d'un possible nouveau coup de force - et d'état militaire - a été évoqué à diverses reprises dans les premiers jours de 2012. Un scénario dont ne veut pas entendre parler la population en ces périodes de tourments internes divers et multiples (et du crédit du militaire entamé) et dont l'armée pense pouvoir se passer, en mandatant le pouvoir judiciaire et la Cour Suprême d'ouvrir à sa place le feu - et une noria de dossiers gênants - sur le Président Zardari et le 1^{er} ministre Gilani. Depuis 1947, aucun Parlement élu, aucun chef de gouvernement n'est parvenu, d'une manière ou d'une autre, au terme de son mandat quinquennal. Dans le contexte actuel d'hypersensibilité, il serait bien surprenant que cette « performance » historique revienne à l'équipe exécutive à bout de souffle politiquement, au crédit intérieur comme extérieur flétri.



BIRMANIE
CHRONOLOGIE récente

- 18 janv.** : fin de la lutte armée contre les groupes ethniques.
- 18 janv.** : A. S. Suu Kyi participera aux législatives du 1^{er} avril
- 16 janv.** : signature accords de paix avec des groupes armés
- 14-16 janv.** : visite du ministre français Affaires étrangères
- 13 janv.** : nouvelle libération de prisonniers politiques.
- 12 janv.** : cessez-le-feu avec la guérilla ethnique armée karen
- 9 janv.** : l'Australie allège les sanctions contre le régime.
- 6 janv.** : visite du ministre britannique Affaires étrangères.

PAKISTAN
CHRONOLOGIE récente

- 17 janv.** : 1^{er} ministre convoqué devant la Cour Suprême
- 16 janv.** : réunion 1^{er} ministre / responsables militaires
- 15 janv.** : inéligibilité Pdt Zardari / 1^{er} min. Gilani demandée
- 13 janv.** : soutien des Etats-Unis au gouvernement civil
- 13 janv.** : soutien du Parlement au 1^{er} ministre Gilani
- 12 janv.** : chef des talibans pakistanais tués par un drone US
- 12 janv.** : réunion interne des responsables militaires
- 12 janv.** : départ impromptu pour Dubaï du Pdt Zardari
- 11 janv.** : le 1^{er} ministre démissionne le *Defense Secretary*

Janvier 2012 : **BIRMANIE, PAKISTAN, TAÏWAN, AFGHANISTAN, CORÉE(S) ;**
l'ASIE sur les chapeaux de roue

TAÏWAN : un scrutin pour la stabilité, la tranquillité et la prospérité ? Le 14 janvier, les 18 millions de Taïwanais inscrits sur les listes électorales de "l'île rebelle" étaient invités aux urnes - pour la 5^{ème} fois de leur récente histoire démocratique — pour désigner leur chef de l'Etat. Dans un scrutin que les observateurs annonçaient indécis, serré, le Président sortant, monsieur Ma Ying-jeou (parti du Kuomintang ; nationaliste), obtint près de 52% des suffrages face à sa challenger de l'opposition, madame Tsai Ing-wen (DPP ; pro-indépendance), conservant ainsi son poste et le droit de poursuivre pour un nouveau mandat de 4 ans le pilotage de cette nation insulaire ... toujours revendiquée par Pékin comme une "province comme une autre" de la République Populaire de Chine. Du reste, cette dernière se pencha sur ces élections "locales" (appellation officielle de Pékin) avec un intérêt prononcé, les autorités pékinoises ayant clairement et sans surprise affiché leur préférence pour un maintien en fonction de l'administration sortante. Un souhait exaucé par le verdict des urnes ; il en eût été autrement si, comme en 2000 et 2004, le DPP, infiniment plus réservé que le Kuomintang sur l'opportunité de se "rapprocher" de Pékin et de multiplier le format des relations bilatérales entre les deux rives du détroit, avait remporté ces élections présidentielles. Il n'en fut rien ; cependant, si la stabilité de l'équipe en place garantit la poursuite des efforts engagés ces dernières années sous la houlette du souriant Ma Ying-jeou en faveur d'une détente, d'une collaboration inédite et aujourd'hui plus étendue qu'elle ne l'a jamais été (commerce, investissements, transports, tourisme, etc.), à peu de chose près, un électeur sur deux conteste cette évolution, montre des réserves, émet des doutes sur son bénéfice à moyen-long terme pour l'île et ses 23 millions d'habitants. Un message que Taipei doit écouter, entendre.

PÉNINSULE CORÉENNE : succession, observation, provocation et négociation. La Corée du nord - le régime le plus imprédictible et le plus isolé qui soit -, avait fini l'année 2011 en état de choc avec la disparition de son *Cher Dirigeant*, l'énigmatique Kim Jong-il (17 décembre). En état de choc et dans l'incertitude, nombre d'observateurs se demandaient si l'inexpérimenté *Dauphin*, le 3^e fils du défunt, le juvénile Kim Jong-un, la garde rapprochée des caciques du régime et de l'armée, seraient en mesure de maintenir en l'état l'édifice. Après une série appuyée d'allégeances prêtées en public (cf. l'armée à nouveau le 10 janvier) au nouveau *Grand Héritier* et émérite petit-fils du fondateur de République Populaire Démocratique (Kim Il-sung, dont on célébrera sous peu avec faste le 100^e anniversaire de la naissance), le ton vis-à-vis de Séoul demeure inchangé, provocant, la diatribe guerrière facile ; « *le sud cherche à précipiter la confrontation* » entend-on le 13 et le 16 janvier à Pyongyang. Tout sauf une surprise. On ne change pas un scénario rodé de longue date alors que l'édifice interne est encore fragile, branlant. Cependant, si la priorité des autorités va à la consolidation du nouvel organigramme du pouvoir, la reprise du dialogue bilatéral avec Washington (et de l'aide humanitaire d'urgence notamment) paraît ardemment souhaitée dans les cercles austères du pouvoir nord-coréen.

AFGHANISTAN : le dialogue avec les talibans ou l'improbable panacée. Les premiers jours de 2012 confirment l'avancée (que l'on devine évidemment chaotique) du principe, défendu à défaut d'autres options par Washington et "accepté" par Kaboul, de formaliser, d'officialiser un début de dialogue avec des représentants talibans afghans. Après quelques remous et susceptibilités diverses mises à mal (Kaboul, Islamabad), un "bureau" Taliban devrait à court terme "s'ouvrir" au Qatar. Pour le meilleur et un bénéfice garanti, probablement...



TAÏWAN
CHRONOLOGIE récente

16 janv. : réélection du Président sortant (Kuomintang) Ma Ying-Jeou (53% des suffrages).
28 déc. : « *L'opposition (DPP ; pro-indépendance), une menace pour la paix* » selon les autorités chinoises.

CORÉE du nord
CHRONOLOGIE récente

18 janv. : dialogue avec le nord envisageable (USA, Corée du sud, Japon).
16 janv. : énième diatribe guerrière de Pyongyang vs Séoul
13 janv. : le nord accuse Séoul « *de précipiter la confrontation* »
11 janv. : Corée N suggère la reprise du dialogue avec les Etats-Unis & aide alimentaire
10 janv. : armée jure à nouveau allégeance à Kim Jong-un.

AFGHANISTAN
CHRONOLOGIE récente

5 janv. : le Pdt afghan H. Karzai « accepte » le principe de discussions USA / talibans.
4 janv. : les talibans ouvriront un bureau officiel au Qatar.
2 janv. : production afghane d'opium record en 2011
28 déc. : accord sino-afghan (exploration-production pétrole)

PROSPECTIVE : il est heureux — pour les **Birmans** en premier lieu, naturellement - que ce trait d'union terrestre entre le sous-continent indien et l'Asie du sud-est, hier encore sous la botte de militaires sans état d'âme se projette enfin sous des jours meilleurs, porteurs d'espoir. Il est des nations asiatiques actuellement malmenées par des tourments divers qui aimeraient profiter des mêmes augures : si **Taiwan la rebelle** ne fait pas partie de ce groupe de pays sinistrés, à l'édifice malmené ou chancelant, il en est d'autres donnant matière, dès les premiers

jours de 2012 — année du Dragon oblige -, à de légitimes incertitudes, interrogations quant à leur avenir immédiat (**Corée du nord ; Afghanistan**), quand il ne s'agit pas de préoccupations plus inquiétantes, plus préoccupantes encore, comme cela est le cas mi-janvier de la consternante République islamique du **Pakistan**, déjà aux prises avec une kyrielle de maux plus graves, plus complexes les uns que les autres et s'enfonçant pourtant, tête baissée, consciemment, plus avant dans la crise.

Olivier GUILLARD
Directeur de recherches à l'IRIS
Associé Crisis Consulting